



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 28 Mai 2012
Numéro 100

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Le massacre de Houla menace le plan Annan... le Conseil de sécurité dénonce la violation de ses résolutions

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Berry dément l'exécution des 11 otages. Précautions du Hezbollah et d'Amal en prévision du pire

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

L'énigme des kidnappés

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Les kidnappés victimes des rumeurs

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Houla: L'Onu condamne le régime syrien à l'unanimité

Al Hayat (Quotidien saoudien)

La Russie entrave les efforts du Conseil de sécurité pour demander des comptes aux responsables du massacre de Houla

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Le Conseil de sécurité examine le massacre de Houla et la Russie brandit la menace du veto. Le CNS appelle à l'auto-libération

L'événement

Quel est l'objectif de l'enlèvement des pèlerins libanais?

Un épais mystère entoure l'affaire des onze pèlerins libanais enlevés la semaine dernière à Alep par un groupe armé de l'opposition syrienne. Après que le Liban ait été officiellement informé par le ministre turc des Affaires étrangères que les otages sont en sécurité et qu'ils vont être libérés vendredi soir, les cartes ont été subitement mélangées et les négociations sont reparties à zéro. La confusion est entretenue par la Turquie, qui joue un rôle de premier plan dans cette affaire. Ankara assure qu'ils sont en bonne santé, mais n'est pas en mesure de fournir des précisions sur l'endroit où ils se trouvent et sur la date de leur libération.

Il semble que cette affaire soit entrée dans un grand bazar régional, chaque partie essayant d'engranger des dividendes politiques. Il est clair que des pressions ont été exercées sur la Turquie afin que la libération des pèlerins ne soit pas perçue comme une victoire pour le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, qui, après avoir réussi à calmer la rue, s'était engagé à régler ce problème au plus vite. Vendredi soir, sayyed Nasrallah avait assuré que le rapt des pèlerins ne changerait en aucun cas la position politique du Hezbollah au sujet de la crise syrienne, de même que le pouvoir syrien n'accepterait pas le principe de l'échange.

Le rôle d'Ankara dans cette affaire est souligné par Mohammad Nouredine, grand spécialiste de la Turquie, dans un article publié dans As Safir ce lundi. Le journaliste rappelle que les pèlerins ont été enlevés peu de temps après avoir traversé la frontière turco-syrienne, ce qui signifie que la surveillance des bus avait commencé en territoire turc et que les ravisseurs connaissaient l'identité des occupants. Cela dénote l'existence d'une coordination entre le groupe armé responsable du rapt et les services de sécurité turcs. «Même si des pays éloignés géographiquement sont impliqués dans l'enlèvement, l'opération n'aurait pas pu réussir sans une coopération logistique et au niveau des renseignements avec la Turquie», ajoute M. Nouredine. Le fait que les autorités turques assurent que les pèlerins sont en bonne santé «montre qu'elles sont en contact avec les ravisseurs». Enfin, le commandement de l'Armée syrienne libre se trouve en Turquie, où «ils disposent d'un camp fermé et de facilités pour traverser la frontière», conclut le journaliste.

Les objectifs politiques derrière cette opération ne sont pas clairs. Mais les conséquences, elles, le sont. Ceux qui ont planifié cet enlèvement veulent, entre autres, transposer la crise syrienne au Liban et créer des tensions entre les sunnites et les chiites. Mais le président du Parlement, Nabih Berry, a rappelé que cette affaire n'est pas interlibanaise ni syro-libanaise.

Autre objectif des commanditaires, essayé d'impliquer le nom du Hezbollah dans la crise syrienne, en affirmant que l'un des otages, Abbas Chéaïb, serait un cadre important du parti. Toutefois, la famille du jeune homme a assuré que Abbas est un simple pèlerin.

As Safir

Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité

Le président du Parlement, Nabih Berry, a reçu des rapports inquiétants sur la possibilité d'impliquer les camps palestiniens dans la tension qui sévit au Liban. Dans le même temps, le chef de l'Organisation populaire nassérienne (OPN), l'ancien député Oussama Saad, informait M. Berry de la multiplication d'incidents sécuritaires non rapportés par les médias et l'apparition d'hommes armés à Saïda, accompagnés de la fermeture à plusieurs reprises de l'autoroute Beyrouth-Liban-Sud au niveau de Nahmé. A la lumière de toutes ces données, le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a appelé le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour lui demander de dépêcher au plus vite au Liban une délégation. Effectivement, Azzam Al-Ahmad est arrivé peu de temps après à Beyrouth, où il a rencontré le président Berry qui a été très franc avec lui. «Le Liban a beaucoup donné pour les Palestiniens et leur cause juste, a dit le chef du législatif à son interlocuteur. Il attend de vous des gestes à la hauteur de ces sacrifices. Je vous appelle à prendre au plus vite des mesures pour étouffer la fitna que certains veulent voir éclater à partir des camps palestiniens». S'adressant à son hôte, M. Berry a ajouté: «Je connais les noms de ceux qui planifient mon assassinat. Je sais où ils se réunissent et je connais leur plan. Voici une liste des noms impliqués dans cette affaire».

M. Berry a souhaité que l'Autorité palestinienne déploie tous les efforts possibles pour empêcher que les camps ne soient utilisés pour provoquer des incidents internes au Liban, mettant l'accent sur la nécessité de faire preuve de fermeté dans cette affaire qui concerne aussi bien la sécurité du Liban que celle des Palestiniens. En parallèle, M. Berry entrait en contact avec le commandement du Hamas pour l'informer des données qui sont en sa possession.

La question qui se pose est celle de savoir si tous ces défis et ces dangers vont pousser les parties libanaises à dépasser l'étroite logique des pertes et profits pour une approche plus globale prenant en considération que le sort du pays est désormais en jeu? Sans doute que la réponse viendra avec la seconde semaine de juin, date de la convocation par le président de la République, Michel Sleiman, de la table du dialogue national.

As Safir

Daoud Rammal, chroniqueur diplomatique

Un rapport diplomatique libanais estime que la Russie et les Etats-Unis continuent de mettre des limites à la crise syrienne. Certes, les Américains continuent de miser sur l'inévitabilité du changement en Syrie, mais n'insistent plus pour qu'il ait lieu maintenant, de crainte que le remplaçant soit l'extrémisme et le fondamentalisme. De son côté, le commandement russe refuse toujours le changement de régime mais est convaincu que la solution sécuritaire et militaire est impossible. A peine une région est-elle nettoyée des groupes armés qu'ils réapparaissent ailleurs.

Les Russes ont expliqué aux pays du Golfe leur refus que la Syrie soit une «seconde Libye», et que le pays soit dirigé par des extrémistes, ce qui constituerait une menace pour la sécurité nationale de la Russie. Mais au lieu de se montrer compréhensifs, Saoudiens et Qataris ont durci leurs positions.

Les Etats du Golfe ont proposé aux Russes une solution à la yéménite, c'est-à-dire que le pouvoir soit remis au vice-président Farouk Chareh. Mais Moscou a refusé, de même que le commandement syrien. Preuve en est le fait que Kofi Annan n'a jamais pu obtenir de rendez-vous pour rencontrer Chareh.

Concernant le Liban, le rapport diplomatique affirme qu'en dépit des multiples répercussions de la crise syrienne sur le Liban, la dernière étant l'enlèvement des pèlerins, les dirigeants musulmans, Nabih Berry, Hassan Nasrallah, Saad Hariri et Walid Joumblatt, ne veulent pas d'une guerre civile, car tous seraient perdants. Régionalement, ni la Syrie, ni l'Iran, ni l'Arabie saoudite ne souhaitent non plus, une guerre au Liban, de même que les Etats occidentaux.

ILS ONT DIT...

Sayed Hassan Nasrallah
secrétaire général du Hezbollah

“ **L'enlèvement d'innocents va** porter atteinte à vos propres objectifs et va nuire à votre cause. Vous ne réussirez pas à modifier notre position politique qui est basée sur notre vision de la situation en Syrie et l'importance que nous accordons au dialogue, aux réformes et à l'union nationale. Nous espérons que l'incident ne se reproduira plus. Nous espérons aussi que la violence ne sera plus utilisée contre les Libanais, car la violence entraîne la violence. Le Hezbollah est prêt au dialogue national sans conditions. Ceux qui revendiquent la démission du gouvernement ne veulent pas du dialogue, ils veulent le pouvoir. Nous devons protéger ce pays, car sa stabilité est notre priorité. Il faut réorganiser la possession des armes sous l'équation armée-peuple-résistance.

Mgr Béchara Raiï, patriarche de l'Eglise maronite

“ **Nous souhaitons que la** conférence de dialogue à laquelle appelle le président de la République conduise à la mise en place d'un nouveau pacte national susceptible de mener le pays à un printemps libanais. Le printemps arabe a besoin de ce printemps libanais. Le Liban, avec ses composantes et son système consensuel, constitue un élément de stabilité dans la région du Moyen-Orient.

Samir Geagea, leader des Forces libanaises (14-Mars)

“ **Nous aurions souhaité** répondre à l'invitation du président de la République en vue de relancer le dialogue. Mais nous craignons que ce soit une perte de temps. Il n'existe pas en effet de fondements sérieux pour le dialogue. Sur quoi le dialogue pourrait-il porter? Les dirigeants du Hezbollah ne cessent de répéter que les armes sont la seule constante sur la scène locale. De surcroît, la majorité au sein du gouvernement s'est totalement ancrée au régime syrien, ou plutôt elle a lié le sort du Liban tout entier à celui du régime syrien.

Al appelle à la libération de militants saoudiens

Amnesty International (AI) a appelé les autorités saoudiennes à libérer des chiites détenus sans procès à la suite de manifestations anti-gouvernementales dans la province orientale du royaume. Dans un rapport intitulé «les voix dissidentes muselées dans la province orientale», AI affirme que «depuis février 2011, des centaines de personnes ont été arrêtées, des hommes mais également des enfants». Selon le rapport rendu public lundi, «certains demeurent détenus, pour la plupart sans accusation ni procès». «Dans un nombre limité de cas, des détenus ont été traduits en justice après avoir été accusés de soutenir des protestations ou d'avoir exprimé des opinions critiquant l'Etat», ajoute le rapport. La plupart des personnes arrêtées sont soupçonnées d'avoir pris part à des manifestations anti-gouvernementales ou en solidarité avec le royaume voisin de Bahreïn.

Ali Larijani reconduit à la tête du Parlement iranien

Le président du Parlement iranien sortant Ali Larijani a été reconduit lundi à la tête du nouveau Majlis élu début mai, face à Gholam-Ali Haddad-Adel, qui prônait une ligne plus modérée à l'égard du gouvernement du président Mahmoud Ahmadinejad. M. Larijani a obtenu 173 voix contre 100 pour M. Haddad-Adel, sur un total de 275 votes sur les 290 députés que compte le Majlis.

An Nahar

Khalil Fleihane, journaliste proche du 14-Mars

L'enlèvement de onze libanais en Syrie, la semaine dernière, s'est transformé en affaire nationale. L'aspect positif de ce drame, malgré son amertume, est qu'il a fait fondre la glace, née des conflits politiques entre la majorité et l'opposition. Tous, indistinctement de leur affiliation politique, ont déployé d'intenses efforts pour obtenir la libération des Libanais enlevés, avec à leur tête l'ancien Premier ministre Saad Hariri. Son attitude a même été saluée par ses pires adversaires. En dépit du fait que l'énigme de l'enlèvement n'a pas encore été résolu, que les otages n'ont pas été libérés, et que les données ont changé, le climat entre les différentes forces politiques est resté le même.

Un des participants aux négociations attribue le retard dans la libération des pèlerins aux «intentions surnoisées des ravisseurs», qui ont libéré les femmes pour adresser un message au régime syrien sur le fait que les kidnappés sont proches de ses alliés politiques au Liban.

Les Libanais, qui ont beaucoup souffert pendant la guerre, n'ont jamais connu un enlèvement de la sorte, où les femmes sont séparées de leurs maris. Leur libération a été rapide et facile. Mais celle des hommes prend du temps. Les négociations se déroulent grâce à une médiation turque. Et ils devraient rentrer par l'aéroport d'Adana, ce qui signifie que les ravisseurs prennent leurs ordres de la Turquie, bien que les pèlerins aient été enlevés près d'Alep.

Al Quds al-Arabi

Quotidien panarabe édité à Londres et appartenant à Abdel Bari Atwan

Quelques heures le vote au Conseil de sécurité d'une résolution condamnant le massacre de Houla, qui a fait au moins 108 morts parmi les civils, la Russie a demandé une enquête. «Nous insistons pour que les événements qui se sont passés à Houla fassent l'objet d'une enquête. Les autorités syriennes se sont, sans aucun doute, servies de leur artillerie et des chars. Cela a été signalé par les observateurs de l'Onu qui se sont rendus sur les lieux de la tragédie», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. «Nous sommes là dans une situation où manifestement les deux parties ont participé», a déclaré M. Lavrov à l'issue d'entretiens avec son homologue britannique William Hague, arguant de la présence de blessures à bout portant en plus des tirs d'artillerie.

Les pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu avaient «fermement condamné le massacre de Houla, lors d'une série de bombardements par les tanks et l'artillerie gouvernementale contre un quartier résidentiel», précise un communiqué des Nations unies après une réunion du Conseil de sécurité.

«Un tel recours à la force contre la population représente une violation du droit international et des engagements du gouvernement syrien pris à la suite de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu», poursuit le communiqué.

Le chef des observateurs, le général norvégien Robert Mood, a indiqué au Conseil par vidéoconférence que 108 personnes au moins avaient été tuées à Houla, atteintes par des éclats d'obus ou exécutées à bout portant, dont 49 enfants.

Le pilonnage de la localité de Houla en Syrie pourrait constituer une provocation des anti-Assad, a pour sa part déclaré lundi à New York M. Alexandre Pankine. «Il est probable que il s'agit d'une provocation, parce que tout s'est déroulé dans des circonstances mystérieuses», a annoncé M. Pankine aux journalistes.

Selon le diplomate russe, le jour de l'incident, une manifestation anti-gouvernementale s'est déroulée à Houla, mais les troupes gouvernementales ne se trouvaient pas à proximité du village. Et d'ajouter que le massacre de Houla était survenu à la veille de la visite de l'émissaire spécial de l'Onu Kofi Annan en Syrie.

«Nous ne pouvons pas supposer que cette tuerie répondait aux intérêts du gouvernement syrien à la veille de la visite de Kofi Annan», a indiqué le diplomate. Dans le même temps, le responsable n'a pas exclu une implication de services spéciaux étrangers dans le pilonnage de Houla.